



Une Initiative ONUSIDA

**La Coalition mondiale sur
les femmes et le SIDA**

Informations

SIDA ET DROITS DES FEMMES À LA PROPRIÉTÉ ET À L'HÉRITAGE

A travers le monde, les questions d'accès à la terre, au logement et à tout autre bien sont traitées dans une multitude de constitutions nationales et documents internationaux relatifs aux droits de la personne humaine. En dépit de cette prolifération de lois et droits relatifs à la propriété et à l'héritage, les femmes et les filles – en particulier dans le monde en développement – sont privées de ce droit.

Là où elles n'ont pas le droit au logement et à la propriété, les femmes ont peu de latitude sur le plan économique/matériel, souffrent du manque de sécurité personnelle, de la pauvreté, de la violence, et n'ont pas de domicile fixe ; c'est ainsi qu'elles basculent, elles et leurs enfants, dans une misère totale. La pauvreté peut conduire à prendre des risques pour gagner sa vie – endurer des sévices ou se soumettre à des rapports sexuels non protégés pour de l'argent, de la nourriture, un logement, ou un accès à l'éducation.

Dans de nombreux pays, les femmes et les filles accèdent au droit à la terre et à la propriété principalement en se mariant. Si le mariage prend fin, le droit de la femme à la terre et à la propriété peut également être supprimé. Un rapport d'Oxfam sur la situation au Mozambique indique que le pays a un double système juridique (comme dans de nombreux pays), l'un fondé sur le droit coutumier, qui fonctionne en parallèle avec un autre, fondé sur le droit occidental. Dans les pays où des lois existent, il arrive souvent que l'analphabétisme soit très répandu, si bien que les gens n'ont en réalité aucun accès aux systèmes judiciaires officiels, aux avocats ou à d'autres ressources juridiques. Souvent ils ignorent jusqu'à l'existence de tels systèmes.

Si les droits à la propriété et à l'héritage sont importants pour les femmes en général, cette importance est poussée à son paroxysme dans le contexte du VIH et du SIDA. Les conséquences de l'expropriation de biens sont désormais bien connues et doivent faire l'objet d'une attention particulière :

- Une étude de la FAO réalisée en Namibie a indiqué que 44% des veuves avaient perdu du bétail, 28% du petit bétail et 41% avaient perdu du matériel fermier suite à des conflits avec leur belle-famille après la mort de leur mari
- Selon une étude pilote réalisée en Ouganda auprès de 29 veuves vivant avec le VIH, 90% d'entre elles avaient eu des conflits liés à la propriété avec leur belle-famille et 88% des femmes vivant dans des zones rurales ne pouvaient pas subvenir aux besoins de leur foyer.

De plus en plus d'éléments de preuve portent à croire que la protection des droits des femmes à la propriété et à l'héritage contribue à atténuer les conséquences économiques négatives du SIDA endurées par les femmes et leur ménage. Il est également démontré qu'elle contribue à prévenir la propagation du VIH, en donnant aux femmes des atouts, notamment pour assurer leur sécurité matérielle et leur émancipation, ce qui leur permet

de se soustraire à la violence domestique, aux rapports sexuels non protégés, et à d'autres facteurs de risque en rapport avec le SIDA.

En revanche, les pratiques discriminatoires en matière d'héritage ont des conséquences négatives pour les ménages affectés par le SIDA. Les veuves subissent une perte partielle ou totale de leurs biens, notamment leur terre et leur maison, au profit de la famille du défunt. Le ménage se retrouve alors sans rien et encore plus vulnérable aux conséquences du VIH et du SIDA.

D'une région à l'autre, on observe une grande variété au niveau du statut des femmes par rapport aux droits à la propriété et à l'héritage, des schémas sexospécifiques relatifs à la propriété et au contrôle des biens, et des taux d'infection à VIH. Dans les régions en développement, l'Amérique latine a les traditions les plus favorables en matière de droit, et des normes d'héritage relativement égalitaires, encore que certaines réformes agraires et initiatives de relocalisation post-conflit n'ont pas pris en compte les aspects liés au sexe.

En Asie du Sud, des inégalités notables en matière de propriété subsistent dans les communautés religieuses et ethniques, malgré une organisation et une mobilisation massives pour la défense des droits des femmes. Dans de nombreuses parties du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, les questions de propriété et d'héritage sont en grande partie régies par la *Charia*, bien que d'autres codes juridiques et normes internationales relatives aux droits humains posent souvent des problèmes à ceux qui se penchent sur les questions de propriété. En Afrique subsaharienne, régimes juridiques multiples incorporant d'anciennes lois coloniales, droit constitutionnel plus récent, et droit coutumier (et dans certains endroits, *Charia*) se chevauchent, donnant un régime juridique compliqué qui omet souvent de reconnaître ou de protéger les droits des femmes à la propriété, ce qui est particulièrement désolant vu les taux élevés de pauvreté et d'infection à VIH/SIDA dans cette région.

Pour garantir les droits des femmes à la propriété et à l'héritage dans le contexte du VIH et du SIDA, une action doit être menée tant au niveau mondial que national.

Au niveau mondial, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) s'est centrée en particulier sur l'égalité en matière de propriété, et un certain nombre d'initiatives des Nations Unies se sont également attachées à la question et ont adopté plusieurs résolutions.

Au niveau pays, trois types de modifications sont nécessaires sur le plan juridique : amender la législation, faire en sorte que l'on ait davantage de notions élémentaires de droit et faire enregistrer la part des biens revenant aux femmes, élément particulièrement important en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Si nombre de pays ont d'ores et déjà pris des mesures pour revoir et réformer les lois en la matière (législation constitutionnelle, lois liées au mariage, à la propriété, à la famille et à la parité), il est difficile de traduire ces lois dans la pratique au niveau communautaire.

Plusieurs pays ont créé des services d'auxiliaires juridiques pour aider les femmes à faire valoir et à défendre leurs droits à la propriété et à l'héritage. Ceci a généré des activités communautaires et nationales englobant la formation de chefs traditionnels, d'associations communautaires et de femmes, et de professionnels (juges, avocats, greffiers et policiers). Si dans l'ensemble ces activités sont réussies, la garantie de leur durabilité et de l'uniformité des normes est un sujet de préoccupation.

Une action efficace se centrera sur les cinq éléments suivants :

- Faire connaître les droits des femmes à la propriété et au logement ainsi que la garantie de maintien dans les régions où la prévalence du VIH/SIDA est élevée
- Accroître la formation du public et la sensibilisation, en particulier chez les décideurs nationaux et les donateurs
- Réformer la législation, y compris le droit et les pratiques coutumiers
- Identifier les possibilités d'entamer des procédures judiciaires stratégiques qui, par le biais de cas-types, pourraient améliorer les capacités et établir des précédents dans le domaine juridique, améliorer le système des tribunaux et garantir aux femmes l'accès aux structures et aux procédures en la matière.
- Identifier et appuyer des expériences au sein des communautés afin de modifier la structure économique et institutionnelle, et lancer des initiatives de soutien aux droits collectifs à la propriété ou au bail foncier et mettre en place des fiducies foncières pour les orphelins du SIDA.

Pour de plus amples informations, veuillez vous adresser à Dominique de Santis, ONUSIDA, mobile (+41 79) 254 6803 ou Genève (+41 22) 791 4509 ou envoyer un courriel à womenandaids@unaids.org. Vous pouvez visiter notre site web www.unaids.org pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'ONUSIDA.